

# Communiqué de presse

8 Novembre 2021

TRADUCTION POUR INFORMATION – cette traduction est destinée à faciliter la compréhension de notre communiqué en langue anglaise publié sur notre site <http://www.standardandpoors.com> et est fournie à titre d'information uniquement.

## **S&P Global Ratings confirme les notes à long terme 'AA' et à court terme 'A-1+' du Département de Seine-et-Marne. La perspective reste stable.**

PARIS, le 5 novembre 2021, S&P Global Ratings confirme les notes de référence à long terme et à court terme 'AA/A-1+' du Département de Seine-et-Marne. La perspective reste stable.

Dans le même temps, S&P Global Ratings confirme la note 'AA' du programme EMTN de 1 milliard d'euros et la note 'A-1+' du programme de titres négociables à court terme (NEU CP) de 250 millions d'euros.

### **Perspective : Stable**

La perspective stable reflète notre anticipation que la Seine-et-Marne maintiendra de solides performances budgétaires, notamment grâce à une forte maîtrise de ses dépenses de fonctionnement. Dans le même temps, le Département continuera d'afficher un endettement faible.

### **Scénario pessimiste**

En cas d'abaissement des notes ou de la perspective de la République française ('AA/Stable/A-1+', non sollicitée), nous abaisserions également celles de la Seine-et-Marne. Nous pourrions également abaisser la note du Département en cas de relâchement du contrôle de ses dépenses de fonctionnement, ce qui pourrait se traduire par une augmentation significative des besoins de financement et un endettement croissant.

### **Scénario optimiste**

Nous pourrions relever la note du Département s'il réduisait de manière significative son endettement, et s'il consolidait le contrôle de gestion de ses entités satellites. Toute action positive serait dépendante d'une action similaire sur les notes de la République française.

#### **ANALYSTE PRINCIPAL**

**Hugo Soubrier**  
Paris  
+33 1 40 75 25 79  
hugo.soubrier  
@spglobal.com

#### **ANALYSTE SECONDAIRE**

**Stephanie Mery**  
Paris  
+ 0033144207344  
stephanie.mery  
@spglobal.com

#### **CONTACT ADDITIONNEL**

**EMEA Sovereign and IPF**  
SovereignIPF  
@spglobal.com

## Synthèse

Nous anticipons que la Seine-et-Marne bénéficiera de la reprise économique via des recettes fiscales dynamiques. Dans le même temps, la forte maîtrise de ses dépenses de fonctionnement permettra au Département de maintenir une épargne brute élevée. Ainsi, malgré un programme d'investissement ambitieux, le Département devrait afficher une capacité de financement après investissement positive sur la période 2021-2023. Par conséquent, nous estimons que l'endettement du Département devrait rester à un niveau modéré, et qu'il bénéficiera d'une situation de trésorerie favorable.

Néanmoins, nous considérons que l'absence de levier fiscal, qui fait suite à la réforme de la fiscalité locale, pénalise la qualité de crédit du Département.

### **La forte gestion financière du Département continuera la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement, tandis que la reprise économique devrait limiter l'impact de la réforme de la fiscalité locale**

A la suite des élections de juin 2021, Jean-François Parigi (LR) a été élu Président du Département, rassemblant une coalition des partis de la droite et du centre. L'Exécutif a renouvelé son engagement à préserver une situation budgétaire saine, et poursuit avec son Administration les mêmes objectifs financiers (un taux d'épargne brute supérieur à 12% et une capacité de désendettement inférieure à 5 années). Malgré l'ajournement du contrat financier avec l'Etat, qui plafonnait la croissance des dépenses de fonctionnement à 1,2%, nous comprenons que le Département continuera la forte maîtrise de ses dépenses. Le Département limite également son exposition aux volatils droits de mutation à titre onéreux (DMTO). Dans la stratégie départementale, toute nouvelle positive sur les DMTO viendra principalement abonder le financement de ses investissements. Nous comprenons que la Seine-et-Marne pourrait revoir son programme d'investissement en cas de retournement de conjoncture. Par ailleurs, le Département fait montre d'une grande transparence et d'une stratégie budgétaire claire au travers d'un pilotage budgétaire étroit et d'une prospective financière réaliste. Nous relevons le suivi étroit des entités " satellites ", ainsi que la gestion active et prudente de la dette et de la trésorerie.

La Seine-et-Marne, située en grande couronne francilienne, compte environ 1,4 million d'habitants. Elle bénéficie d'indicateurs socio-économiques favorables, avec notamment un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale (7,2% contre 8,0% au deuxième trimestre 2021) et un revenu disponible médian supérieur (23 470 euros contre 21 730 euros en 2018). De nombreuses entreprises localisées en Seine-et-Marne (Aéroports de Paris, Disneyland Paris ou Safran Aircraft Engines) ont été lourdement affectées par la pandémie et les différents confinements. Néanmoins, nous anticipons que l'économie seine-et-marnaise bénéficiera de la reprise mondiale, ainsi que des différents plans de relance nationaux, notamment celui dédié à l'aéronautique. Le PIB français devrait connaître un fort rebond avec une croissance attendue à 3,6% en 2022 et 2,3% en 2023.

La réforme de la fiscalité locale, votée en 2019, a retiré aux départements leur dernier levier fiscal, la taxe foncière (27% des recettes de fonctionnement de la Seine-et-Marne). Ils sont compensés avec une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nationale qui évoluera avec l'activité économique. Même si nous estimons que les recettes de TVA seront dynamiques, nous considérons que cette réforme accentue les déséquilibres dans la structure des recettes et des dépenses départementales. Les départements seront plus sensibles à la conjoncture économique. En cas de retournement, les dépenses sociales augmenteraient alors que les

recettes de TVA chuteraient.

## **Malgré un programme d'investissement ambitieux, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et des recettes dynamiques devraient limiter le recours à l'emprunt**

Nous estimons que les performances budgétaires du Département bénéficieront de la reprise économique, à travers des encaissements dynamiques de TVA, mais également de la forte maîtrise des dépenses de fonctionnement. Pour 2021, la hausse des recettes de fonctionnement est également portée par les DMTO. Nous estimons que leur croissance pourrait atteindre 20% par rapport à 2020, avant un repli en 2022 et 2023, mais toujours à un niveau élevé. Cependant, les finances de la Seine-et-Marne continueront d'être affectées par les impacts économiques de la pandémie. Notamment, nous anticipons une baisse de 10% de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) en 2022, alors que les dépenses de solidarité devraient se maintenir à un niveau élevé. Néanmoins, la hausse des dépenses de fonctionnement devrait être inférieure à 1,3% en moyenne sur la période 2021-2023. Nous anticipons alors que l'épargne brute devrait représenter 16% des recettes de fonctionnement. Compte tenu de l'absence de levier fiscal et de la rigidité de ses dépenses de fonctionnement, nous estimons que la flexibilité budgétaire du Département est moindre que celle de ses pairs internationaux.

Nous anticipons une accélération des dépenses d'investissement dans les années à venir. Elles devraient atteindre en moyenne 280 millions d'euros en 2021-2023, une hausse de 30% par rapport à la période 2019-2020. La Seine-et-Marne devrait continuer l'investissement dans ses collèges (constructions et rénovations) ainsi que sur son réseau routier. Néanmoins, nous comprenons que le Département pourrait reporter certaines de ses dépenses si cela s'avérait nécessaire (notamment si les DMTO chutaient de manière significative). Malgré ce programme d'investissement ambitieux, le Département devrait afficher une capacité de financement représentant 0,4% des recettes totales en moyenne en 2021-2023.

Dans le même temps, la dette consolidée (qui inclut la dette du SDIS) devrait se stabiliser à un niveau modéré et atteindre 46% des recettes de fonctionnement consolidées. Nous anticipons également que la capacité de désendettement du Département restera inférieure à 5 années de manière structurelle. Par ailleurs, nous considérons que les engagements hors-bilan sont importants (représentant plus de 60% des recettes de fonctionnement au travers d'un montant élevé de garanties d'emprunt et de la principale entité " satellite ", Habitat 77) mais que les risques associés sont limités. En effet, ces engagements sont principalement liés au secteur du logement social, pour lequel nous estimons que l'environnement réglementaire et financier national limite les risques.

Nous estimons que la Seine-et-Marne bénéficiera d'une position de liquidité très favorable au cours des prochains mois. Nous estimons que son solde de trésorerie couvrira plus de 100% du service de la dette. Par ailleurs, le Département dispose de divers instruments de trésorerie, notamment une enveloppe de financement à long terme contractée auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). En outre, nous estimons que la Seine-et-Marne bénéficie d'un accès fort à la liquidité externe. Le Département accède régulièrement aux marchés financiers à des conditions très favorables via ses programmes de NEU CP et EMTN.

## **Contacts analytiques**

- Hugo Soubrier, Paris

- Stéphanie Mery, Paris

## Statistiques financières et économiques

Tableau 1

### Statistiques économiques et financières du Département de Seine-et-Marne

(En millions d'euros)	2018	2019	2020	--Scénario central--		
				2021 (SC)	2022 (SC)	2023 (SC)
Recettes de fonctionnement	1 271	1 316	1 332	1 389	1 339	1 368
Dépenses de fonctionnement	1 071	1 089	1 114	1 127	1 144	1 157
Epargne brute	200	227	218	262	196	211
Epargne brute (% recettes de fonctionnement)	15,7	17,2	16,3	18,9	14,6	15,4
Recettes d'investissement	36	61	71	65	60	60
Dépenses d'investissement	172	212	249	275	280	280
Solde de financement après investissements	63	76	39	52	-24	-9
Solde de financement après investissements (% recettes totales)	4,8	5,5	2,8	3,6	-1,8	-0,6
Remboursement du capital de la dette	86	100	97	71	72	70
Emprunts nouveaux	27	32	70	42	60	80
Solde final	4	7	12	23	-36	1
Dette directe en fin d'année	726	659	635	606	594	604
Dette directe (% des recettes de fonctionnement)	57,1	50,1	47,7	43,7	44,4	44,2
Dette consolidée en fin d'année	756	690	666	637	625	635
Dette consolidée (% des recettes de fonctionnement consolidées)	58,3	51,4	49,1	45,0	45,8	45,6
Charges financières brutes (% des recettes de fonctionnement)	1,3	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9
PIB local par habitant (€)	29 839	ND	ND	ND	ND	ND
PIB national par habitant (€)	35 199	36 226	34 115	36 840	38 749	40 174

SC - projections du scénario central de S&P Global Ratings, scénario le plus probable.

Source : Comptes 2018-2020 du Département, retraités par S&P Global Ratings ; Projections S&P Global Ratings 2021-2023

## Synthèse des évaluations

Tableau 2

### Synthèse des évaluations pour le Département de Seine-et-Marne\*

Facteurs clefs de notation	
Cadre institutionnel	3
Économie	1

Tableau 2

### Synthèse des évaluations pour le Département de Seine-et-Marne\* (cont.)

Gouvernance et gestion financières	2
Performances budgétaires	2
Liquidité	1
Poids de la dette	2
Qualité de crédit intrinsèque	aa
Note finale	AA

\*Les notes de S&P Global Ratings sur les collectivités locales sont fondées sur l'analyse de six principaux facteurs listés dans le tableau ci-dessus. La méthodologie "Methodology For Rating Local And Regional Governments Outside Of The U.S." publiée le 15 juillet 2019 indique comment ces six facteurs sont utilisés pour aboutir à la notation. Le cadre institutionnel est évalué sur une échelle allant de 1 à 6, 1 étant le score le plus élevé et 6 le plus faible. L'économie, la gouvernance et la gestion financières, les performances budgétaires, la liquidité et le poids de la dette sont évalués sur une échelle allant de 1 à 5, 1 étant le score le plus élevé et 5 le plus faible.

### Statistiques : France

- France 'AA/A-1+' Ratings Affirmed; Outlook Stable, Oct 01, 2021

### Méthodologies et rapport associés

- General Criteria: Environmental, Social, And Governance Principles In Credit Ratings, Oct. 10, 2021
- Methodology Of Rating Local And Regional Governments Outside Of The U.S., July 15, 2019
- General Criteria: Methodology For Linking Long-Term And Short-Term Ratings, Apr. 7, 2017
- Rating Non-U.S. Local And Regional Governments Higher Than The Sovereign, Dec. 15, 2014
- Ratings Above The Sovereign--Corporate And Government Ratings: Methodology And Assumptions, Nov. 19, 2013
- General Criteria: Principles Of Credit Ratings, Feb. 16, 2011
- Public Finance System Overview: French Departments And Departmental Syndicates, Feb 24, 2020
- Institutional Framework Assessments For International Local And Regional Governments, Oct. 6, 2021
- Local Government Debt 2021: Global Borrowing To Hit \$2.25 Trillion, March 25, 2021
- Local And Regional Governments Outlook 2021: Gradual Recovery Will Test Rating Resilience, Dec. 10, 2020
- Default, Transition, and Recovery: 2019 Annual International Public Finance Default And Rating Transition Study, Dec. 8, 2020

Aucun contenu (y compris les notations, l'analyse de crédit qui s'y rapporte ainsi que les données, modèles, logiciels et autres applications ou résultats qui en découlent) ou partie de contenu (le Contenu) ne peut être modifié, désassemblé, reproduit ou distribué sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou stocké dans une base de données ou un système d'extraction, sans autorisation écrite préalable de Standard & Poor's Financial Services LLC ou des entités qui lui sont affiliées (collectivement dénommées S&P). Toute utilisation du Contenu à des fins non autorisées ou illégales est proscrite. Ni S&P, ni ses fournisseurs, ni encore leurs dirigeants sociaux, préposés, actionnaires ou mandataires (collectivement les Parties S&P) n'accordent aucune garantie quant à l'exactitude, l'exhaustivité, l'actualité ou la disponibilité du Contenu. Les Parties S&P ne sont pas responsables d'éventuelles erreurs ou omissions, quelle qu'en soit la cause, des résultats découlant de l'utilisation du Contenu ou de la sécurité ou la maintenance des données incluses par l'utilisateur. Le Contenu est fourni en l'état. LES PARTIES S&P N'ACCORDENT AUCUNE GARANTIE D'AUCUNE SORTE, EXPRESSE OU IMPLICITE, NOTAMMENT MAIS NON EXCLUSIVEMENT TOUTE GARANTIE CONCERNANT LA COMMERCIALISABILITÉ, L'ADÉQUATION À UNE FIN OU À UN USAGE DONNÉ, L'ABSENCE D'ERREUR OU DE DÉFAUT INFORMATIQUE, LE FONCTIONNEMENT ININTERROMPU DU CONTENU OU SA COMPATIBILITÉ AVEC TOUT LOGICIEL OU MATÉRIEL INFORMATIQUE. Les Parties S&P ne pourront en aucun cas être tenues responsables de quelque dommages, coûts, dépenses, frais juridiques ou pertes directs, indirects, accessoires, exemplaires, forfaitaires, punitifs, particuliers ou consécutifs que ce soit (notamment, mais non exclusivement, toute perte de revenu ou de gain et tout coût d'opportunité) liés à l'utilisation du Contenu, et ceci même si elles ont été informées de l'éventualité de tels dommages.

Les analyses relatives au crédit et à d'autres aspects, y compris les notations, ainsi que les déclarations incluses dans le Contenu, sont l'expression d'une opinion à la date à laquelle elles sont formulées et ne doivent en aucun cas être considérées comme une information factuelle. Les opinions, analyses et décisions de reconnaissance de notes (décrites ci-après) de S&P ne sont pas des recommandations d'acheter, conserver ou vendre de quelconques titres ou de prendre une quelconque décision d'investissement, et ne portent pas sur le caractère approprié d'une quelconque valeur mobilière. S&P n'a aucune obligation de mettre à jour le Contenu après publication sous quelque forme que ce soit. Le Contenu ne doit pas être le fondement d'une décision d'investissement ou commerciale et n'est pas destiné à remplacer les compétences, le jugement et l'expérience de l'utilisateur, ses dirigeants, préposés, conseillers et/ou clients à cet égard. S&P n'intervient pas en qualité de fiduciaire ou de conseiller en investissement, sauf sur les territoires où il est immatriculé comme tel. S&P utilise des informations en provenance de sources qu'il estime fiables mais ne conduit toutefois aucun audit, ne procède à aucune vérification indépendante à l'égard de ces informations et ne contracte aucune obligation à ce titre. Dans le cas où des autorités réglementaires autorisent une agence de notation à reconnaître dans un pays une note émise dans un autre pays à certaines fins réglementaires, S&P se réserve le droit d'attribuer, retirer ou suspendre une telle reconnaissance à tout moment et à son entière discrétion. Les Parties S&P déclinent toute obligation découlant de l'attribution, du retrait ou de la suspension d'une telle reconnaissance et toute responsabilité en cas de préjudice prétendument subi en conséquence.

Certaines activités de S&P sont conduites au sein d'unités séparées afin de préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs activités respectives. De ce fait, certaines unités de S&P peuvent disposer d'informations qui ne sont pas accessibles à d'autres. S&P a mis en place des politiques et des procédures visant à préserver la confidentialité de certaines informations non publiques obtenues au cours de chaque processus analytique.

S&P peut être rémunéré pour ses notations et certaines analyses relatives au crédit. Cette rémunération est en principe payée par l'émetteur des titres, par les établissements souscripteurs ou par les débiteurs. S&P se réserve le droit de publier ses opinions et analyses. Les notes et analyses publiques de S&P sont disponibles sur son site Web [www.standardandpoors.com](http://www.standardandpoors.com) (gratuitement), ainsi que sur [www.ratingsdirect.com](http://www.ratingsdirect.com) et [www.globalcreditportal.com](http://www.globalcreditportal.com) (sur abonnement), et peuvent être diffusées par d'autres moyens, y compris par des publications S&P et par l'intermédiaire de redistributeurs tiers. Des informations complémentaires concernant les tarifs de nos notations peuvent être consultées sur [www.standardandpoors.com/usratingsfees](http://www.standardandpoors.com/usratingsfees).

Copyright © 2021 Standard & Poor's Financial Services LLC. Tous droits réservés.